

## CONCLUSION GÉNÉRALE

# Entre stratégies d'acteurs et poids des structures, Madagascar pris au piège ?

Mireille RAZAFINDRAKOTO, François ROUBAUD  
et Jean-Michel WACHSBERGER

Les quatorze chapitres de cet ouvrage collectif, le troisième opus du *Quatuor de la Grande Île*<sup>1</sup>, couvrent un large éventail de thématiques qui éclairent la trajectoire malgache dans sa dynamique récessive. Ils dressent un panorama qui, sans être exhaustif, permet d'articuler des connaissances, des clefs de lecture et des pistes de réflexion pour avancer dans la compréhension du fonctionnement de l'Île. En plus de la diversité des approches disciplinaires, que nous avons déjà soulignée en introduction, les analyses abordent sous différents angles l'incapacité de Madagascar à sortir de l'enchaînement cyclique des crises. À l'issue de cette aventure éditoriale, un exercice de recomposition semble s'imposer pour aller au-delà d'une lecture linéaire des chapitres et prolonger les réflexions. Il s'agit ainsi d'indiquer dans quelle mesure les éléments de diagnostic différent, se complètent ou se répondent, se rejoignent ou s'emboîtent, entrent en résonance ou en dissonance. Un tel exercice est périlleux puisque, d'une certaine manière, nous sommes amenés à proposer un mode de lecture parmi d'autres, avec des interprétations que ne partagent pas forcément l'ensemble des auteurs. Mais suivant l'objectif de cette entreprise collective, notre motivation principale ici est avant tout de fournir un ensemble d'éléments, consensuels ou discutés, de nature un peu hétéroclite, dans le but de nourrir la réflexion et le débat.

Ainsi, pour démêler l'écheveau du mystère malgache, avec la régression continue de son économie et ses crises à répétition, que retenir de cet ouvrage ? Pour répondre à cette question, nous avons choisi de procéder en trois temps. Dans une première étape, on revient sur les chapitres en zoomant et en éclairant de façon différenciée les objets d'études : certains

---

1. Après le numéro d'*Afrique contemporaine* publié en 2014 et l'ouvrage paru en 2017 (Razafindrakoto *et al.*, 2017).

se concentrent sur les structures ou mécanismes socio-économiques ; un grand nombre s'intéressent aux acteurs ou aux organisations ; enfin, d'autres se focalisent sur les dispositifs institutionnels ou sur les systèmes politiques. En prenant du recul, on identifie les liens et les passerelles entre les chapitres à travers les approches et/ou les argumentaires développés. Nous chercherons dans une deuxième étape à dresser une synthèse de l'ouvrage en mettant en balance d'un côté les facteurs structurels de long terme et de l'autre, les stratégies conjoncturelles des acteurs, pour expliquer la trajectoire malgache. Partant de ces deux parties rétrospectives, nous proposons dans une dernière étape de retenir un certain nombre de messages-clefs.

### **Travelling arrière sur les facteurs de récession**

Les travaux ici rassemblés constituent les pièces d'un puzzle. En déplaçant notre champ de vision au fil de la lecture et en replaçant les pièces au fur et à mesure et au gré du cheminement des idées, des éléments explicatifs de l'équation malgache se dessinent. Ouvrant le volet économique, une des entrées thématiques de l'ouvrage, les deux premiers chapitres embrassent très largement le sujet en mettant en présence une diversité de facteurs. Philippe Hugon (chapitre 1) propose une synthèse globale des causes internes et externes de la stagnation économique en insistant sur leurs imbrications. Alain D'Hoore (chapitre 2) opte pour ce qu'il nomme une « revue condensée » : une approche qui met à plat les problèmes et décortique un par un les principaux secteurs/champs de l'économie. Le premier chapitre qui met l'accent sur la multiplicité des facteurs semble alors entrer en contradiction avec le deuxième qui ne retient *in fine* que l'impact de deux caractéristiques déterminantes : les distorsions qui ont grevé le potentiel agricole et la faiblesse de l'investissement, notamment public. Les chapitres qui suivent, contrairement aux deux premiers, ont choisi de restreindre la focale sur des sujets plus précis. Ils pointent d'autres dysfonctionnements qui viennent s'ajouter à la liste : la structure et le niveau de la fiscalité, l'atrophie de l'aide extérieure ou l'absence d'une véritable dynamique entrepreneuriale ancrée dans l'histoire.

Mais on peut se demander si les thématiques ou les facteurs soulevés dans les chapitres ne sont pas que des points d'entrée pour converger finalement sur la même explication du problème malgache. En effet, la majeure partie des analyses trouvent leur force dans l'examen de l'imbrication de phénomènes économiques, sociaux et politiques, que les acteurs créent, subissent ou utilisent à leur profit. Les origines ou explications des crises sont alors à trouver dans l'entrelacs des contextes, des dynamiques inhérentes au passé et des stratégies d'acteurs. Pour ne prendre que quelques exemples, Jean-David Naudet et Linda Rua (chapitre 3) partent de

l'identification d'une « spirale » économique qui engendre la dégradation continue des finances publiques. Mais la description de l'enchaînement mécanique des processus économiques – qui de prime abord paraissent inéluctables – fait progressivement apparaître en filigrane des acteurs qui tirent les ficelles en coulisse. La spirale descendante résulte d'une stratégie implicite des dirigeants ou plus largement des élites. Ces derniers ont une grande part de responsabilité dans l'entretien de la « trappe » qui réduit l'investissement public. Dans un autre registre, Antonia Witt (chapitre 9) commence par exposer les normes, les pratiques et les codes à l'échelle internationale en matière de résolution des conflits. La ligne directrice des négociations lors de la crise de 2009 avait comme maîtres-mots l'ordre constitutionnel, la légitimité, le principe d'inclusivité, le passage par le verdict des urnes – un cadre censé contraindre les protagonistes. Mais finalement les acteurs nationaux ont pu détourner les règles à leur gré. Ils ont tiré parti des dissensions sur la manière de les interpréter pour renforcer les uns après les autres leurs positions. Vahinala Raharini-rina, Jean-Marc Douguet et Joan Martinez-Alier (chapitre 6) adoptent la même perspective analytique qui part de l'agenda mondial pour montrer la versatilité locale des politiques environnementales. Les tensions sont loin d'être résolues entre les logiques locales de survie de la population et les enjeux globaux prônés par des bailleurs de fonds et de grandes ONG de conservation. Cette situation offre, pour certains acteurs de probité douteuse et peu soucieux de l'intérêt général, un contexte propice pour se frayer un chemin et accaparer des ressources. Les chapitres de Iharizaka Rahaingoson et de Tsiory Razafindrabe s'inscrivent d'une certaine manière dans la même veine. Sans mettre directement l'accent sur les jeux d'acteurs, ils montrent comment un dispositif institutionnel – la Constitution, ou un système politique comme la démocratie –, peine à imposer un cadre solide garantissant la stabilité et l'intérêt du plus grand nombre. Jouant sur les déséquilibres dans les rapports de force, certains acteurs puissants arrivent à les dévier de leurs objectifs premiers pour les orienter à leur bénéfice : d'un côté, l'*État d'exception* est devenu un moyen, aux mains des dirigeants, pour assurer leur maintien au pouvoir (chapitre 12) ; de l'autre, les élections, censées permettre l'expression démocratique, sont utilisées comme un instrument de manipulation d'une majorité désinformée (chapitre 11). Iharizaka Rahaingoson conclut sur l'inadéquation du système démocratique et en déduit que l'alternative positive serait de passer par un État fort, éclairé et bienveillant mais pas nécessairement démocratique. On peut toutefois s'interroger sur la crédibilité d'une telle option qui ne résout pas la question principale récurrente dans les différents chapitres : comment contraindre les acteurs « d'en haut », responsables à différents titres, à respecter un contrat de bienveillance et à éviter les dérives autoritaires inhérentes à la concentration des pouvoirs – une situation que Madagascar a plusieurs fois vécue et continue d'expérimenter.

Loin d'être redondants, lorsque les chapitres abordent les mêmes sujets ou thématiques, les approches se distinguent suivant les échelles tempo-

relles ou spatiales retenues. Trois chapitres mettent au-devant de la scène les acteurs des crises politiques mais les prises de vue diffèrent : elles portent sur un jour précis avec le détail et les couleurs de l'instantané (chapitre 10), sur une période – de 2009 à 2013 – en retenant le cadre international et les stratégies (chapitre 9) ou sur une perspective plus longue remontant à 1972 et éclairant des processus qui s'inscrivent dans l'histoire (chapitre 8). D'un côté, la narration d'une journée de nomination d'un Premier ministre, proposée par Jean-Marc Châtaigner, explicite les contraintes d'une diplomatie qui s'ajuste heure par heure et met en lumière comment les personnalités influent sur le cours des événements. D'un autre, avec plus de recul temporel, Antonia Witt porte son regard non sur les individualités mais sur les stratégies des groupes pris dans les rets des cadres en vigueur ou qui les utilisent comme catapultes. Enfin, Cécile Lavrard-Meyer élargit l'horizon d'analyse pour insister sur l'enchaînement des faits : comment les logiques et tactiques court-termistes et individuelles, en l'absence de garde-fous institutionnels, ont conduit sur un temps long à un processus aggravé de délégitimation du pouvoir. Ainsi, tels des photographes qui saisissent un sujet ou un phénomène, les auteurs adaptent l'objectif, jouent sur la profondeur de champ, ajustent le temps de pose ou le mode d'exposition pour accorder plus ou moins d'importance au contexte en arrière-plan, et mettre en exergue des personnages, des groupes ou des dynamiques spécifiques difficilement saisissables autrement.

Parallèlement, l'ouvrage accueille les réflexions de trois historiens qui illustrent de différentes façons comment le temps long s'imprime dans l'actualité. Denis Alexandre Lahiniriko nous donne les indices d'un passé toujours présent, en établissant le lien entre les événements de 1947, la méfiance politique et la faiblesse de la confiance interpersonnelle aujourd'hui dans les régions fortement touchées par la répression. Samuel F. Sanchez nous fait constater l'empreinte laissée par la colonisation sur les structures économiques et fiscales de Madagascar. Jean Fremigacci montre la persistance dans le temps depuis les royaumes d'un modèle économique qui inhibe les initiatives privées. Cependant, au lieu de présenter l'image d'un pays paralysé par son passé, ce dernier se distingue en insistant sur les bouleversements en cours. Parmi les transformations majeures figure l'affaiblissement de l'État, qui selon lui, peut lever les contraintes et permettre l'émergence d'une classe d'entrepreneurs. Toutefois, sur ce point précis, il nous semble difficile d'espérer qu'une dynamique positive puisse naître de l'effondrement des institutions étatiques. De façon plus générale, ces trois perspectives historiques – trois manières de conjuguer le passé au présent – se rejoignent mais ne délivrent pas le même message. Elles sont toutefois conciliables puisque les marques profondes de l'histoire dans les structures ou dans les mémoires – individuelles et collectives – n'impliquent pas mécaniquement que l'évolution du pays est définitivement figée.

Pour terminer cette revue des chapitres, deux d'entre eux nous semblent illustrer comment plusieurs disciplines, avec des approches et des objets

spécifiques, captent une même problématique. En effet, anthropologie et histoire (chapitre 7), sociologie et économie (chapitre 14) se combinent pour étudier le rapport entre le pouvoir et le peuple. À première vue, le lien entre les deux chapitres est loin d'être évident, en particulier si on ne s'en tient qu'aux titres. D'un côté, David Graeber montre qu'au temps du royaume merina, contrairement à l'idée qu'un souverain est omnipotent, la légitimité de celui-ci pouvait être contestée. C'est la reconnaissance par le peuple du pouvoir du roi (à travers des rituels) qui lui donne sa légitimité. Celle-ci ne s'est pas forgée *ex nihilo*, elle est construite et repose sur un contrat implicite entre le roi et la population. De l'autre, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel Wachsberger insistent sur la prégnance aujourd'hui à Madagascar d'un ordre social très hiérarchisé (hérité du passé). Cet ordre social ne tient que par la croyance inculquée et internalisée par la population que cet ordre établi est source d'harmonie. Dans les deux cas, on retrouve la dialectique hégélienne avec le rapport de dépendance mutuelle entre le dominant et les dominés. Mais les deux textes vont au-delà de ce constat de dépendance puisqu'ils mettent en avant un système de contrôle exercé par ceux qui se trouvent en bas de la hiérarchie. Ainsi, le principe de subordination n'autorise pas le recours à la violence par le détenteur du pouvoir. Dans le chapitre 7, en réagissant violemment à l'encontre du garçon qui représente la contestation politique, le roi Leiloza délègue son autorité. De même, dans le chapitre 14 qui relate les différentes crises, l'usage de la violence par le pouvoir à l'encontre des manifestants précipite à chaque fois sa chute. En insistant sur la nature ambiguë et la fragilité du pouvoir, les deux chapitres font ressortir la nécessité d'une relation plus équilibrée entre les dirigeants et la population.

### **Panoramique sur le contexte malgache : des acteurs imbriqués dans les structures ?**

Les textes présentés ici ne sont donc en aucun cas indépendants et ils peuvent être reliés les uns aux autres comme nous venons de le montrer. Dessinent-ils pour autant ensemble un modèle d'intelligibilité du (dys) fonctionnement de la société malgache ? Autrement dit, est-il possible d'en dresser une synthèse ? C'est ce à quoi nous voulons nous attacher maintenant, autour d'une réflexion sur le poids respectif des déterminants structurels et de long terme, et des choix tactiques ou stratégiques des acteurs plus à court terme.

Les structures sont, pour reprendre les termes de Braudel (1958), les « réalité[s] que le temps use mal et véhicule très longuement, [...] encombr[a]nt l'histoire, en gên[a]nt, donc en command[a]nt l'écoulement ». Constituées dans la longue durée, elles contraignent fortement les

comportements des acteurs. Ces structures sont pour les auteurs le résultat de déterminants internes et/ou externes à la société malgache, et peuvent être économiques, politiques ou sociales.

Au titre des déterminants internes, la culture malgache ou, pour employer le terme plus neutre de Braudel, « les cadres mentaux », apparaissent souvent comme un facteur majeur de la trajectoire malgache. L'idéologie qui fait du pouvoir (souverain, gouverneur, État) le maître absolu et la structuration hiérarchique figée de la société malgache pour Jean Fremigacci et Philippe Hugon, le tabou de la violence physique faisant écho à la puissance de la violence symbolique des classements sociaux et au respect a priori des autorités *raiamandreny* pour Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel Wachsberger, une conception historique de l'autorité politique telle qu'il n'existe quasiment aucune limite à ce qu'un roi peut faire et imposer à son peuple pour David Graeber et les trois auteurs précédents, l'exceptionnelle « tolérance » de la société à une faible fourniture de services publics pour Jean-David Naudet et Linda Rua, sont autant d'éléments « culturels » évoqués comme constitutifs de ce que Braudel (1958) appelle les « prisons de longue durée ». Ces prisons sont par ailleurs renforcées par les aspects géographiques et démographiques. Philippe Hugon invoque par exemple la fragmentation territoriale, l'insularité, ou encore les inégalités de densité de population pour expliquer en partie la « dépendance de sentier » de l'économie malgache et sa fixation dans une économie de rente, produisant trappes à pauvreté et vulnérabilité et nourrissant des transactions corrupives. Jean Fremigacci fait l'hypothèse que le mode de peuplement de la Grande Île, et le long combat contre la nature qui le caractérise (processus d'« ensauvagement »), ont contribué au développement d'un modèle économique plus « prédateur » que « producteur » et à l'absence d'une véritable culture d'entreprise. Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel Wachsberger suggèrent que la faible densité de population participe de l'atomisation des populations rurales inhibant l'émergence d'une conscience collective et, partant, de mobilisations politiques.

Mais les contraintes structurelles apparaissent aussi comme liées au mode d'insertion de Madagascar dans un système politico-économique mondial. Plusieurs auteurs insistent par exemple sur les effets de l'intégration dépendante de Madagascar à l'économie mondiale pour expliquer sa trajectoire involutive. Sans reprendre explicitement les thèses économiques du « développement du sous-développement », Samuel F. Sanchez suggère que les échanges économiques extérieurs du temps des royautes et surtout le choc colonial pourraient avoir figé une structure fiscale (très faible imposition des sociétés et des filières d'extractions) sous-optimale et une spécialisation économique (sur les matières premières) aux faibles effets d'entraînement. Avec une approche plus économique et en étudiant les distorsions sur les prix des produits agricoles (soit la différence entre, d'un côté, le prix payé aux producteurs (y compris les coûts de transport et de stockage), et, de l'autre, le prix mondial), Alain D'Hoore indique tenir

là un sérieux candidat pour expliquer les mauvaises performances économiques. Vahinala Raharinirina, Jean-Marc Douguet et Joan Martinez-Alier développent, eux, une analyse en termes de néocolonialisme vert en indiquant que les crises qu'a traversées Madagascar depuis les années 1990 sont corrélées à la « dictature verte » impulsée par les bailleurs de fonds internationaux et à l'ingérence écologique des grandes organisations non-gouvernementales. Jean-David Naudet et Linda Rua montrent que Madagascar est structurellement un des pays pauvres recevant le moins d'aide publique au développement. Sur le plan politique, Iharizaka Rahaingoson suggère que l'importation/imposition d'un modèle politique occidental incompatible avec les structures sociales malgaches pourrait être à l'origine des dysfonctionnements politiques. Antonia Witt insiste, elle, sur la puissance de ces normes politiques occidentales, portées par les instances de régulation internationales y compris africaines, et sur leurs effets dans le déroulement des crises. Enfin, liant déterminants externes et comportements culturels, Denis-Alexandre Lahiniriko vise à montrer que le choc de la répression par l'armée française de l'insurrection de 1947 aurait durablement affecté le rapport au politique des Malgaches et pèse sur le sentiment de confiance interpersonnelle jusqu'aujourd'hui.

À l'opposé (mais aussi pour certains en complément) de ces analyses qui insistent sur l'importance des structures et pesanteurs du passé, plusieurs auteurs préfèrent fixer leur focale sur les stratégies et tactiques des acteurs. La trajectoire malgache y est alors analysée comme étant le résultat, non voulu, de l'agrégation de décisions individuelles, qui se répondent les unes aux autres. Cécile Lavrard-Meyer, reprenant le cadre d'analyse des crises politiques de Dobry (1986) et poursuivant un travail dans la même veine effectuée précédemment par Érick Rabemananoro (2014) analyse ainsi la succession des crises comme étant liée aux stratégies des acteurs politiques et aux échanges de coups. Dans une perspective identique mais en décrivant cette fois une journée décisive de la crise politique de 2009, Jean-Marc Châtaigner (chapitre 10) indique lui aussi que les stratégies d'acteurs individuels et leurs interactions sont finalement au cœur des mécanismes politiques. Au-delà même des intérêts propres des acteurs, il pointe la nécessité de prendre aussi en compte la dimension psychologique des personnes et des interactions. Ne s'intéressant pas spécialement aux crises mais au système politique malgache dans lequel un petit groupe d'individus se partage les ressources disponibles, Iharizaka Rahaingoson rapporte ces éléments à la mise en œuvre d'une implacable logique stratégique du « prince » et de sa *winning coalition*, dont les motivations, « cyniques », relèvent, somme toute, de la nature humaine. C'est ce même cynisme qui explique le recours récurrent à l'État d'exception par les dirigeants politiques malgaches, non pas pour préserver l'État de droit – ce pour quoi il est censé être mobilisé – mais pour tenter de conserver le pouvoir.

On aurait tort cependant de voir là rejouée l'opposition classique en sciences sociales entre deux modèles supposés irréconciliables, le para-

digne holiste selon lequel le système social détermine l'essentiel des comportements des acteurs (qui n'agiraient donc que conformément à la place qu'ils occupent) et le paradigme individualiste qui fait du social le résultat d'une agrégation de comportements individuels orientés par des objectifs instrumentaux. S'ils privilégient souvent un angle d'approche, les auteurs présentent en fait aussi dans leurs textes les éléments permettant de prendre en compte conjointement les déterminants structurels (macro) et les comportements stratégiques des acteurs (micro).

Revenons en premier lieu sur les arguments « culturalistes » de la trajectoire malgache. Il apparaît d'abord clairement que la culture n'est pas immuable (Razafindrakoto *et al.*, 2017). Elle a une histoire, et ce qui s'est construit peut donc aussi se défaire. Jean Fremigacci rappelle ainsi que l'organisation hiérarchique des sociétés malgaches, source de blocage, s'est développée au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle et que ce qui était initialement évolutif avait été figé par la colonisation. Dans un mouvement inverse, il suggère que la déliquescence actuelle de l'État pourrait être favorable à l'émergence de nouveaux comportements économiques et de cette culture d'entreprise qui faisait auparavant défaut. De même, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel Wachsberger concluent leur chapitre en affirmant que le délitement du système politique pourrait contribuer à ce que s'effrite le tabou de la violence, élément pourtant structurel de la société malgache contemporaine. D'autre part, la culture constitue certes un carcan, mais elle ne « détermine » pas de façon absolue les acteurs, qui adaptent aussi leurs comportements en fonction du contexte et dans l'interaction avec d'autres. Elle ne s'impose par ailleurs pas non plus de façon uniforme à l'ensemble des acteurs et des groupes sociaux. C'est ce qui se traduit par le concept d'holo-individualisme (permettant de comprendre la possibilité de comportements individualistes dans les sociétés holistes) mobilisé par Philippe Hugon ou encore celui d'*agency* (permettant de concevoir des capacités d'action en résistance à la puissance) évoqué par Antonia Witt. Emmanuel Fauroux (1999) ou encore Françoise Raison-Jourde et Olivier Roy (2010) ont bien montré dans leurs travaux que les populations rurales avaient des capacités de résistance à – ou de mise à distance de – l'autorité. David Graeber pointe lui ici l'ambivalence des rapports d'autorité et la capacité, l'inventivité qu'ont les populations pour en atténuer la pression, voire pour l'inverser. Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel Wachsberger reconnaissent également l'importance des comportements stratégiques des élites pour maintenir leur pouvoir, dont la manipulation des concepts culturels, comme ceux de *Fihavanana* ou de *Raiamandreny*, pourrait être une dimension.

Il en est de même des contraintes structurelles externes. Antonia Witt montre très clairement que les normes internationales en termes d'organisation politique ne s'imposent pas de façon aussi automatique et implacable que ce qu'on pourrait penser et qu'il est nécessaire d'étudier ce qui se produit précisément dans les interactions entre forces externes et forces

internes. Alain D'Hoore, Jean-David Naudet et Linda Rua nuancent finalement très fortement le poids des contraintes extérieures. Dans les deux cas, c'est le comportement stratégique des dirigeants qui est finalement pointé du doigt de manière explicite ou implicite, tant pour expliquer les distorsions des prix agricoles que le faible recours à l'aide.

Inversement, les analyses privilégiant l'entrée par les acteurs ne négligent pas le cadre dans lequel se déploient leurs stratégies. Iharizaka Rahaingoson précise bien que celles des dirigeants malgaches en termes de taxation des ressources et d'investissements publics s'ajustent aux caractéristiques structurelles du pays en l'occurrence le très petit nombre d'« essentiels » et d'« influents » permettant, sans risques, de garantir à chacun une part importante du gâteau. Cécile Lavard-Meyer reconnaît aussi que les stratégies d'acteurs qu'elle décrit se situent dans un contexte institutionnel « complice » sans lequel elles n'auraient pu s'exprimer de la sorte. Elle montre par ailleurs que la succession des crises politiques produites par ces jeux d'acteurs tend à peser sur les représentations (culturelles) du pouvoir et partant à le délégitimer.

Finalement, les chapitres présentés ici viennent s'articuler aux conclusions de nos précédents ouvrages. En effet, d'un point de vue global, sans négliger les responsabilités respectives des différents acteurs dans la récession et les crises, leurs actions ou comportements – qui ne sont pas forcément spécifiques au cas malgaches – s'inscrivent, se combinent (et sont permises) dans un cadre structurel plus large, qui est unique et qui caractérise le pays dans la durée. La spirale descendante implicitement ou explicitement décrite dans les chapitres, avec la multiplication et l'aggravation sur un temps long des dérives au détriment du grand nombre, ne peut avoir cours que dans un contexte particulier : celui d'une grande fragmentation sociale et d'une atrophie des corps intermédiaires, seules entités susceptibles de constituer le chaînon vertical entre la population et la classe dirigeante (élitaire), et de jouer le rôle de garde-fou.

### **Perspective paradoxale ou signifiante ?**

Au bout du compte, quels enseignements généraux retenir du large panorama offert par les études rassemblées dans cet ouvrage ? En premier lieu, elles ont, sans aucun doute, enrichi nos connaissances sur Madagascar, même s'il convient de rester modeste et reconnaître leurs limites. Analyser, c'est raconter une histoire qui tient, proposer un récit argumenté. Les interprétations peuvent être discutables. Certaines idées restent matière à débat, tandis que d'autres sont à compléter. On ne peut qu'encourager les recherches pour trouver les pièces manquantes du puzzle qu'on s'est attaché à commencer à reconstituer collectivement. La richesse des matériaux réunis met en exergue la multiplicité et la complexité des

causes de la récession malgache et des crises récurrentes. Cela signifie que remédier à la situation en vigueur requiert forcément un travail de longue haleine. Un tel diagnostic insistant sur l'importance du chemin à parcourir pour améliorer significativement les conditions de vie de la population doit être largement diffusé afin d'informer la population sur le champ des possibles et d'éviter les déceptions, sources de démobilisation. Les citoyens devraient ainsi se méfier de ceux qui croient tout savoir et détenir la solution miracle. En effet, à l'approche des prochaines élections présidentielles de 2018, nombreuses seront les promesses intenables qu'il convient de dénoncer d'emblée.

En deuxième lieu, le constat de l'enchâssement des acteurs dans des processus socio-politiques complexes n'est certes pas une découverte, mais le décryptage des mécanismes sous-jacents constitue une avancée. La compréhension des comportements, pris dans leurs contextes spécifiques, éclaire les contraintes, les degrés de liberté, les rationalités ou les motivations profondes ainsi que les stratégies de manipulation ou d'instrumentalisation. *In fine*, un des traits majeurs de l'économie politique de Madagascar est la prégnance des négociations intra-élites, en majeure partie souterraines, souvent ponctuelles mais à effets durables, dans des sphères ou des cercles plus ou moins fermés. Les responsables nationaux, comme les bailleurs ou les institutions internationales – et même les chercheurs – ont tendance à privilégier ce monde élitair au détriment de la population. L'ensemble de ces acteurs « d'en haut » agissent ainsi comme si les citoyens ordinaires ne jouaient que des rôles de figurants. Dans la logique des élites qui ignorent (voire méprisent) toutes les formes de contestation ou de résistance passive<sup>2</sup> du côté de la population, cette dernière n'a les moyens de faire valoir son poids qu'à travers deux canaux : celui des élections d'un côté et celui des manifestations et/ou des grèves de l'autre. Néanmoins, ces canaux qui sont effectivement mobilisés n'opèrent que ponctuellement, à des moments ou dans des circonstances très circonscrits dans le temps. Ainsi, aux yeux des acteurs qui occupent de façon permanente la scène nationale et se font entendre, les attentes et préoccupations de la majorité silencieuse constituent des pièces de l'échiquier mais elles sont au second plan. Cependant, en ignorant la place que devrait et pourrait jouer la population, par habitude et/ou par mépris, la classe élitair fait une erreur de stratégie à double titre : d'une part, l'histoire a montré que la population a le pouvoir de déstabiliser les régimes en place directement ou indirectement (à travers les opposants qui peuvent instrumentaliser leurs mécontentements) ; d'autre part, les élites au pouvoir se privent de potentiels alliés susceptibles de les aider à consolider leur assise pour peu que les attentes populaires soient réellement considérées.

Enfin, et pour boucler la boucle, les analyses contenues dans cet ouvrage esquissent des pistes pour lever la contradiction invoquée en

---

2. À titre d'exemple, on peut citer les feux de brousse.

introduction entre les deux représentations concurrentes et antagoniques de Madagascar. Cette image d'un pays où se côtoient merveilles et aberrations du monde était déjà dans l'imaginaire mythique décrit dans les récits des premiers voyageurs étrangers. Aujourd'hui, au-delà du sensationnalisme, journalistes, analystes ou romanciers témoignent à la fois de leurs passions et de leur désarroi en usant de mots qui pèsent. Dans l'évocation d'un univers paradisiaque concomitant de celui d'un enfer, on retrouve le sentiment de tiraillement qu'exprime « l'Île aux syllabes de flammes »<sup>3</sup>. Les deux visions, qui s'opposent en apparence, décrivent deux mondes qui coexistent et se renforcent dans leur contraste. La version paroxysmique des descriptions dans ces articles, textes ou récits s'explique finalement par l'effet de la comparaison : l'écart extrême en termes de condition de vie est criant entre les deux sphères extrêmes qui se côtoient dans le même pays.

D'une certaine manière, cet ouvrage n'échappe pas à la vision contradictoire d'un pays qui semble dans l'impasse tout en se prévalant d'un certain nombre d'atouts. D'une part, appliquant un fondu au noir quasi-linéaire, les auteurs dépeignent une spirale de l'échec ou du non-développement, une spirale « crisogène », un cercle vicieux ou une trappe à pauvreté, ou encore un passé qui ne passe pas. À l'image d'un bateau dans un maelström, la Grande Île semble s'enfoncer dans un trou sans fond. D'autre part, les analyses révèlent que les failles dans le mode de fonctionnement du pays peuvent également être considérées comme des qualités structurelles. Les illustrations montrant que les points forts et les faiblesses sont les deux facettes d'une même pièce sont nombreuses. La relative facilité qu'ont les élites à assurer leur train de vie, et qui ne les incite pas à investir ou à s'organiser, constitue bien le signe de la richesse du pays. La faible organisation des élites est source d'instabilité, mais en permettant la compétition politique elle empêche l'instauration d'une dictature durable et laisse entrevoir la possibilité d'un jeu démocratique. La prégnance d'une structure sociale fortement hiérarchisée, qui ne tient que dans un contrat implicite de dépendance mutuelle et de réciprocité, même asymétrique, a toujours permis l'expression de formes de contestation de l'ordre établi par la population. L'aversion pour la violence, qui paralyse la majorité et qui donne aux groupes minoritaires les moyens de déstabiliser le pouvoir, est évidemment une caractéristique qui a empêché que les crises dégénèrent en conflit majeur. Enfin, la dégradation des conditions de vie sur longue période au niveau de la population démontre une résistance aux difficultés, une capacité de survie et d'adaptation de la population.

L'histoire économique de l'Île compte des épisodes où elle a fait montre de sa résilience et a pu inverser de façon rapide et convaincante la tendance récessive. La pierre d'achoppement dans l'équation malgache

---

3. Pour reprendre les mots de Jacques Rabemananjara dans son célèbre poème *Antsa*, écrit en prison en 1947, où le thème de l'amour se mêle avec celui de la révolte.

n'est pas sur le chemin de la reprise économique. Elle se niche dans les conditions de son maintien dans la durée. Parmi les facteurs de blocages invoqués ici, lesquels doivent ou peuvent être levés en priorité? Nous avons déjà souligné plus haut l'importance d'un dialogue restauré entre la grande masse des citoyens ordinaires et la classe dirigeante. Se pose la question récurrente des marges de manœuvre respectives de ces groupes d'acteurs aujourd'hui.

Notre sensibilité personnelle nous pousse à accorder une attention particulière aux phénomènes structurels contraignants et à la prise en compte de la longue durée. Ceux-ci fixent bien souvent la direction et les limites entre lesquelles les actions des individus sont contenues. Mais cette vision n'implique aucun déterminisme absolu. Pour pasticher ce qu'Alexis de Tocqueville (1848) avait énoncé à propos de la providence, les textes qui constituent cet ouvrage prouvent que les structures économiques et sociales « ne rendent le genre humain ni entièrement indépendant, ni tout à fait esclave. Elles tracent, il est vrai, autour de chaque homme, un cercle fatal dont il ne peut sortir; mais, dans leurs vastes limites, l'homme est puissant et libre; ainsi des peuples ». Ce livre apporte ainsi des éléments de réflexions propres à aider à imaginer des solutions politiques au problème malgache. En continuant à détourner les mots d'Alexis de Tocqueville, on peut alors dire que si le mouvement qui emporte les Malgaches « est déjà assez fort pour qu'on ne puisse le suspendre, il n'est pas encore assez rapide pour qu'on désespère de le diriger ».

**Références**

- BRAUDEL Fernand, 1958, « Histoire et sciences sociales. La longue durée », *Annales ESC*, vol.13, n° 4, p.725-753.
- DOBRY Michel, 1986, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, « Références », 320 p.
- FAUROUX Emmanuel, 1999, « Une transition démocratique et libérale difficile dans une région périphérique de l'Ouest malgache », *Autrepart*, 10, p.41-57.
- RABEMANANJARA Jacques, 1956, Antsa, Paris, Présence Africaine, 67 p.
- RABEMANANORO Erick, 2014, « Le drame des “investissements irréversibles” à Madagascar », in *Madagascar, anatomie d'un état de crise*, numéro spécial d'*Afrique Contemporaine*, 2014-3, p.51-67.
- RAISON-JOURDE Françoise, ROY Gérard, 2010, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar: de Monja Jaona à Ratsimandrava, 1960-1975*. Paris, Karthala, 490 p.
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, WACHSBERGER Jean-Michel (dir.), 2014, *Madagascar: anatomie d'un état de crise*, numéro spécial *Afrique contemporaine*, n° 251, 193 p.
- 2017, *L'énigme et le paradoxe: économie politique de Madagascar*, Marseille et Paris, IRD Éditions, 282 p.
- TOCQUEVILLE de Alexis, 1986 (1848), *De la démocratie en Amérique*, Paris, Gallimard/Folio, 631 p.

Razafindrakoto Mireille, Roubaud François, Wachsberger J.M. (2018).

Entre stratégies d'acteurs et poids des structures, Madagascar pris au piège ? : conclusion générale.

In : Razafindrakoto Mireille (ed.), Roubaud François (ed.), Wachsberger J.M. (ed.)

Madagascar, d'une crise à l'autre : ruptures et continuités.

Marseille (FRA) ; Paris : IRD ; Karthala, 361-373. (Hommes et Sociétés).

ISBN 978-2-7099-2640-9